

<https://xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article1046>



L'UJRE dénonce une dangereuse irresponsabilité

- International -



Date de mise en ligne : dimanche 25 février 2024

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

À la mi-octobre 2023 et suite à l'abominable attaque terroriste commise par le Hamas le 7 octobre, l'*Union des Juifs pour la Résistance et l'Entraide* (UJRE) publiait un communiqué.

Dans celui-ci, nous rappelions que cet acte barbare avait blessé plus de 2 000 personnes, causé la mort de plus de 1 200 militaires et civils, femmes, enfants, personnes âgées et la prise de près de 200 otages, essentiellement des civils, femmes et enfants de diverses nationalités.

Dans ce communiqué, nous condamnions également, sans aucune réserve, la façon dont le gouvernement israélien d'extrême droite avait réagi, adoptant une posture vengeresse caractérisée par un blocus total de la bande de Gaza accompagné de bombardements ininterrompus.

Nous alertions sur les risques majeurs que provoquerait une intervention terrestre. Celle-ci a débuté le 27 décembre 2023.

Le bilan est aujourd'hui catastrophique. Le pilonnage permanent de la bande de Gaza ne peut que causer des milliers de victimes, comme l'attestent les témoignages de nombreux observateurs internationaux. Ces victimes sont principalement des civils dont énormément d'enfants. L'enclave palestinienne est aujourd'hui un champ de ruines et malgré les appels au cessez-le-feu prodigués par les Nations Unies et bon nombre d'États, le gouvernement de Netanyahou reste impassible et poursuit son offensive mortifère, alors que la très grande majorité des otages est toujours enfermée à Gaza.

Nous le redisons aujourd'hui, la guerre entraîne la guerre. Deux forces d'extrême droite se combattent.

D'un côté le gouvernement israélien, doté de quatre ministres fascistes, dirigé par un Premier ministre qui espère, via ce conflit, sauver sa tête suite, entre autres, à la décision de la Cour suprême d'invalider une disposition majeure de la réforme judiciaire et totalement antidémocratique, entreprise par le gouvernement et visant à ôter aux juges le droit de se prononcer sur « le caractère raisonnable » des décisions du gouvernement.

De l'autre, un groupe terroriste fasciste, financé par des États islamiques, qui tient toute la population de Gaza sous son diktat et dont le rêve absolu est de rayer Israël de la carte en jetant les juifs à la mer. Aucune personne sensée et a minima objective ne peut prétendre que cette organisation milite pour le droit des Palestiniens à disposer d'un État libre et indépendant.

Nous ne pouvons pas, dans ce communiqué, ne pas répondre de façon argumentée à une association juive se réclamant de la paix (UJFP) qui tient des discours intolérables en pratiquant un confusionnisme permanent, mélangeant le soutien juste et absolu à apporter à la lutte du peuple palestinien pour le respect de tous ses droits à celui d'une organisation meurtrière, le Hamas (cf. communiqué du 7 février 2024 :

<https://ujfp.org/non-monsieur-macron-lantisemitisme-nest-pas-la-cause-du-massacre-du-7-octobre/>).

L'UJFP ose y écrire :

« les victimes de l'attaque du 7 octobre n'ont pas été tuées en tant que juifs/ves. Pour leur malheur hélas, elles ont été tuées en tant que membres d'un État colonial et désormais fasciste ».

Pouvons-nous imaginer que si le festival de musique avait été organisé par des Israéliens arabes, il aurait été

attaqué de la même façon ? Si nous considérons que les citoyens israéliens, qu'ils soient juifs ou arabes, sont « membres » d'un État colonial et fasciste, comme l'écrit l'UJFP, il devient donc légitime pour combattre cet État d'en éliminer le plus de membres possibles !

« *jusqu'à la brèche du 7 octobre.* »

Si l'attaque terroriste du 7 octobre est considérée comme une brèche, cela signifie qu'elle peut être considérée comme un « détail » et qu'il y aura une suite !

« *Résister à l'occupation et à l'oppression est un droit et même un devoir.* »

L'UJFP ose prétendre que l'attaque du 7 octobre est un acte de résistance nécessaire. Le Hamas, islamiste, qui a décimé le Fatah à Gaza et qui tient la population gazaouie sous son joug serait donc une organisation de résistance ? Qui peut entendre une telle affirmation ?

Soutenir le Hamas comme le fait l'UJFP, c'est soutenir le gouvernement d'extrême droite israélienne, et vice versa ; Soutenir le Hamas comme le fait l'UJFP, c'est éloigner toute possibilité de mise en place d'une solution politique permettant la création d'un État palestinien pacifique ; Soutenir le Hamas comme le fait l'UJFP, c'est favoriser l'accroissement de l'antisémitisme et de l'islamophobie en France et partout dans le monde.

La position de l'UJRE, en tant qu'organisation juive, laïque et progressiste, n'a jamais varié :

La communauté internationale, la France en particulier, se doit de réagir de toute urgence, après avoir gentiment glissé sous le tapis la question palestinienne, depuis plus de vingt ans, sans contrarier ni condamner la volonté d'Israël d'annexer la Cisjordanie, et sans créer les conditions d'une reprise de dialogue avec les représentants de l'Autorité palestinienne, seule organisation susceptible de pouvoir négocier une paix juste, durable, avec comme socle une solution à deux États, dans le respect des résolutions des Nations Unies.

Cela passe par un retrait immédiat de l'armée israélienne de la bande de Gaza, par la reconnaissance d'un État palestinien, par la fin du blocus opéré sur la bande de Gaza, par le début de la décolonisation et par le respect de la population palestinienne vivant en Cisjordanie.

À l'instant où nous nous apprêtons à publier le présent communiqué, nous prenons connaissance d'une nouvelle ineptie proférée par l'UJFP concernant l'entrée de Missak et Mélinée Manouchian au Panthéon (cf. communiqué UJFP du 17 février 2024 : <https://ujfp.org/pantheoniser-les-manouchian-cest-les-trahir/>).

Dans celui-ci, l'UJFP considère que « *Mêler leurs cendres (celles du couple Manouchian) à celles des militaires napoléoniens ou d'économistes libéraux est une trahison. Assigner à leur vie un prétendu combat pour la "patrie française" est une trahison* ».

L'UJFP montre par cette phrase combien elle méconnaît l'histoire des FTP-MOI dans laquelle s'inscrit celle du groupe Manouchian. Les principales caractéristiques des « 23 » du groupe Manouchian : ils sont tous communistes, **patriotes**, presque tous étrangers et pour la moitié juifs. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si après quelques décennies de lutte, ils ont tous obtenu le droit d'être reconnus « *Morts pour la France* ».

Ou encore « *Isoler les Manouchian et oublier qu'ils appartenaient à un groupe combattant, est une trahison.* »

Rappelons ici que le protocole prévoit qu'à côté du caveau n° 13 où reposeront Missak et Mélinée, soit apposée une plaque commémorative comportant les 23 noms, inscrits en lettre d'or, des fusillés ainsi que celui du dirigeant des FTPF de la région parisienne, Joseph Epstein, « le colonel Gilles ».

19 février 2024